

## WHPA ABUJA appel à l'action

1. Nous, organisations nationales<sup>1</sup> membres du Conseil international des infirmières (ICN), la Fédération internationale pharmaceutique (FIP), la Confédération mondiale pour la thérapie physique (WCPT), la Fédération Dentaire Internationale (FDI) et l'Association médicale mondiale (WMA) nous réunissons à Abuja, au Nigeria le 22 - 23 Novembre 2010, pour contrer la menace alarmante de produits médicaux contrefaits en Afrique. Également présents, les groupes de soutien aux patients et les groupes de consommateurs<sup>2</sup> aussi.
2. Nous notons, **avec une profonde préoccupation**, que le problème des médicaments de mauvaise qualité, notamment la falsification et la contrefaçon des produits médicaux est en augmentation et que la moitié environ des produits médicaux dans certaines régions de l'Afrique peut être des contrefaçons.
3. Nous **reconnaissons** que des mesures importantes ont été prises pour lutter contre la contrefaçon de médicaments par certains gouvernements africains, leurs organismes de réglementation, les organismes professionnels de la santé et les organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la Santé (WHO). Cependant, il reste nécessaire d'assurer une tolérance zéro à la contrefaçon de médicaments car l'arrêt de ce crime odieux est essentielle à toute amélioration significative qui pourrait être fait dans les objectifs du Millennium Development (MDGs). Les professionnels de la santé sont bien placés dans cette lutte et doit relever le défi d'augmenter la prise de conscience de ce problème et mettre en œuvre des stratégies définitives pour son arrêt.
4. Nous nous **engageons** donc, en tant que dirigeants représentant les infirmières, les pharmaciens, les physiothérapeutes, les dentistes et les médecins, à accélérer notre réponse à ce problème par:
  - a. La responsabilisation des consommateurs avec les connaissances nécessaires pour éviter les médicaments faux et contrefaits.
  - b. L'appui de nos autorités nationales de réglementation pharmaceutique et les organismes gouvernementaux compétents pour aider les forces de directive pharmaceutiques et développer des systèmes de rapports nationaux qui permettent aux professionnels de la santé de faire un rapport et d'obtenir des commentaires sur les événements indésirables, les problèmes liés à la médecine, les erreurs de médication, l'abus ou le mauvais usage des médicaments, les défauts dans la qualité du produit ou la détection de produits faux ou contrefaits.
  - c. Travailler avec les fabricants de médicament, les laboratoires nationaux de contrôle de la qualité, les hôpitaux et les universités pour se renseigner sur les produits de qualité et les moyens de détecter les contrefaçons ainsi que d'offrir des programmes de formation continue aux professionnels de santé sur la détection et le signalement des contrefaçons.
  - d. Mettre en place la collaboration entre professionnels afin que les professionnels de santé et des groupes de soutien aux patients peuvent commencer d'utiliser les compétences de base des uns et des autres dans la lutte contre cette menace de santé publique.
5. Nous **demandons instamment** aux gouvernements dans notre pays:
  - a. D'adopter la définition de WHO sur les produits médicaux faux et contrefaits ainsi que l'accès aux médicaments génériques légitimes, sûrs, efficaces, abordables et ne sera pas entravé par des droits de propriété intellectuelle inappropriée.
  - b. Mettre en œuvre et faire respecter les législations et réglementations pertinentes pour prévenir, maîtriser et réduire l'incidence de la contrefaçon de médicaments.
  - c. Renforcer l'intégrité de l'approvisionnement en médicaments, systèmes d'approvisionnement et de distribution.

---

<sup>1</sup> **Note sur les pays signataires:** Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Liberia, Nigeria, Rwanda, Tanzanie, et Ouganda. <sup>2</sup> **Les groupes de soutien aux patients et les groupes de consommateurs:** Liberian United Youth for Community Safety and Development, Association of Women Living with HIV/AIDS in Nigeria, Women and Children Alive, and Community Health and Information Network.